

CEFIR-Collège Édouard Montpetit 27 mars 12h00 D-2103

Médias de masse vs Médias sociaux L'information à l'ère du numérique

Michel Seymour

Courriel: seymour@videotron.ca

Site web: michelseymour.org

Médias de masse?

- Médias de masse québécois: Radio-Canada, TVA, la Presse, Le Devoir, Le Journal de Montréal, le Journal de Québec, la Gazette, CTV, CBC
- D'excellents journalistes s'y trouvent (Chantal Hébert, Sophie Langlois, Luc Chartrand, Michel C. Auger, Josée Legault, Charles Tisseyre, Michel Rochon, André Noël, Alexandre Shields, par exemple)
- D'excellents chroniqueurs (Émilie Nicolas, Aurélie Lanctôt, Jean-François Nadeau, par exemple) et éditorialistes (Paul Journet)
- Un 4^e pouvoir en matière de politiques locales, régionales et nationales (on n'hésite pas à critiquer efficacement les gouvernements dans ces domaines)
- Du journalisme d'enquête en matière de politiques locales, régionales et nationales (Pierre Sormany, Alain Saulnier, Marie-Maude Denis, Alain Gravel, Isabelle Richer pour l'émission Enquête)

Crise dans les médias

- Plusieurs licenciements ont eu lieu à Radio-Canada, TVA et CTV
- Depuis plusieurs années les médias sociaux se sont développés.
- GAFAMS (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, Spotify) + TikTok, Instagram, Telegram, WhatsApp, etc.
- Les téléphones intelligents et les tablettes se sont ajoutés à l'ordinateur
- De plus en plus de gens s'informent via leur téléphone intelligent en passant par les médias sociaux
- Les revenus publicitaires se sont progressivement déplacés des médias traditionnels de masse (journal, radio et télévision) vers les plateformes des réseaux sociaux

Des conséquences

- Une injustice s'est installée
- Google reçoit des revenus publicitaires accrus en piquant les nouvelles obtenues à partir des médias de masse ayant de moins en moins de revenus
- C-18 : loi canadienne visant à taxer les médias sociaux qui profitent des informations produites par les médias de masse
- C-18 valable pour Google (google actualités), mais pas pour Facebook. Ce sont les gens qui choisissent de partager sur Facebook des contenus venant des médias de masse, Facebook ne les pique pas)
- Ceci dit Facebook prend nos données et les vend à des entreprises qui s'en servent pour cibler des clientèles particulières

D'autres conséquences

- Le public traditionnel est intéressé par l'information locale, régionale et nationale. Les médias de masse répondent depuis toujours à ce besoin
- Les revenus décroissants réduisent les budgets accordés au journalisme d'enquête par les médias de masse en matière de politiques internationales
- Des correspondants étrangers ou chroniqueurs rapportent des événements (Tamara Alteresco en Russie, Marie-Ève Bédard au Moyen-Orient Radio-Canada) (Richard Latendresse pour TVA à Washington), ou donnent leur opinion (Christian Rioux à Paris pour le Devoir ou Richard Hétu à New York pour La Presse)
- En matière de politique internationale, les principales sources d'information des médias de masse proviennent de Reuters, Bloomberg, l'Agence France-Presse et l'Associated Press.

Quels sont les avantages des médias sociaux?

- Un public plus adapté aux nouvelles technologies et à la mondialisation s'informe via le téléphone en passant par des médias sociaux
- L'information internationale est obtenue plus facilement, plus rapidement et plus directement à partir des médias sociaux
- Les médias sociaux prouvent leur utilité en tant qu'instruments de mobilisation citoyenne
- Sans les médias sociaux, pas de printemps arabe, pas de mobilisation internationale contre le génocide présentement en cours à Gaza
- Les médias sociaux permettent une plus grande participation citoyenne

L'envers de la médaille

- À cause de la mondialisation, les véritables enjeux ont de plus en plus un caractère international
- La nature a horreur du vide. Le grand vide en matière de journalisme d'enquête portant sur la réalité internationale par les médias de masse est comblé par les médias sociaux
- Cela donne lieu à de la désinformation, des fake news et à des théories du complot (la théorie du grand remplacement, attribuant à l'immigration musulmane la volonté de remplacer nos lois par les règles coraniques)
- On assiste à des propos haineux ou incitant à la violence
- Cela donne lieu à des réflexions se déployant en silo (rassemblant des gens qui partagent le même point de vue)

Les réseaux sociaux déforment les faits

- «La **mésinformation** désigne le fait de diffuser de la fausse information sans avoir de mauvaises intentions.» (Exemple: rapporter que le 7 octobre dernier, le Hamas aurait décapité 40 bébés)
- «Par **désinformation**, on entend le fait de diffuser de la fausse information dans le but de manipuler ou de tromper des personnes, des organisations et des États ou bien de leur faire du tort.» (Exemple: le Russiagate)
- «Pour ce qui est de la **malinformation**, il s'agit du fait de diffuser de l'information qui repose sur un fait, mais qui est souvent exagérée de façon à tromper ou même à causer des préjudices.» (Le 11 septembre 2001? Le 24 février 2022? Le 7 octobre 2023?) (source: gouvernement du Canada)

Médias de masse vs Réseaux sociaux: Match nul !

- Dans les deux cas, nous avons les yeux rivés sur nos écrans: télé, ordi, tablette, téléphone
- Nous carburons aux nouvelles, reprises en boucles (RDI, LCN, CBC news network)
- Nous consommons de l'information comme du fast food
- On nous sert des plats préparés (c'est parfois du réchauffé)
- Partout, ce qui retient l'attention, c'est la nouvelle sensationnelle
- On passe d'une nouvelle sensationnelle à l'autre
- Les évènements tragiques ne font plus la nouvelle après un certain temps; ils disparaissent de l'écran-radar (Exemple: l'hôpital Al Aqsa est bombardé. Tout le monde se scandalise. Israël plaide l'innocence par *damage control*. Maintenant, Israël bombarde tous les hôpitaux sans que cela ne gêne personne. La nouvelle est passée. Notre capital d'indignation a entièrement été dilapidé.

L'allégorie de la caverne

- Cette allégorie provient du livre 7 de *La République* de Platon (Paris : Garnier-Flammarion, 1987, p. 273-276).
- « *Elle expose en termes imagés les conditions d'accession de l'humain à la connaissance du Bien, au sens métaphysique du terme, ainsi que la transmission de cette connaissance* »
- « *L'allégorie met en scène des humains enchaînés et immobilisés dans une caverne. Ils tournent le dos à l'entrée et voient non pas les objets, mais les ombres des objets qui passent devant cette entrée et sont projetées contre le mur. Ils croient voir la réalité, alors qu'ils n'en voient qu'une projection.*»
(source Wikipédia)

L'allégorie appliquée à notre époque

- Nous regardons dans nos cavernes respectives les images projetées sur les écrans de télévision, d'ordinateur, de tablette ou de téléphone rapportant des évènements en croyant accéder de cette manière à la réalité
- Étant donné l'absence de journalisme d'enquête, nous n'avons pas accès à une information instruite ayant un caractère géopolitique
- La géopolitique concerne les rapports qui existent **entre les États** (Chine vs USA vs Russie) **et entre les regroupements d'États** (**ONU** : organisation des Nations unies; **OTAN**: organisation du traité de l'atlantique Nord; **G7** : États-Unis, Canada, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Japon; **BRICS**: Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud + Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Iran, Éthiopie, Égypte)

La géopolitique

- Il ne faut pas confondre la géopolitique avec l'étude comparative des politiques internes aux différents pays
- Il s'agit de comprendre les relations entre les États, relations qui sont parfois dissimulées par les États (CIA : Central Intelligence Agency; NSA: National Security Agency; NED : National Endowment for Democracy)
- Un État autoritaire dans son fonctionnement interne peut avoir des exigences sécuritaires légitimes à l'externe, dans ses relations avec d'autres pays
- Inversement, une démocratie à l'interne peut se comporter comme un État voyou dans ses relations avec les autres pays (Grande-Bretagne au XIXe siècle; les États-Unis depuis 1950)
- L'information géopolitique qui pourrait être obtenue par un journalisme d'enquête n'est pas assurée par les médias de masse
- Les médias sociaux pullulent de fake news, d'opinions simplistes, de stéréotypes et d'injures concernant ce qui se passe sur la scène internationale
- Peut-on avoir accès à un journalisme d'enquête portant sur la géopolitique?

Des exemples

Y a-t-il un reporter, chroniqueur ou éditorialiste des médias de masse qui ait demandé au gouvernement Trudeau s'il avait l'intention d'interrompre la **vente d'équipement militaire à Israël**? Connait-on la nature de l'équipement militaire vendu? A-t-on fait enquête là-dessus? Oui, grâce au journaliste indépendant Alex Cosh qui écrit pour le journal *The Maple*, nous avons appris la chose suivante :

« Le gouvernement de Justin Trudeau a octroyé de nouveaux permis d'exportation d'articles militaires vers Israël d'une valeur record d'au moins 28,5 millions \$ dans les deux premiers mois de la guerre sur Gaza, selon les données fournies par Affaires mondiales Canada au média indépendant The Maple. »

Le NPD a ensuite pris le relais à la Chambre des Communes.

Des exemples

Le gouvernement fédéral n'est-il pas **tenu de ne pas vendre de l'équipement militaire** pouvant servir à tuer des populations civiles? La même question se posait au sujet de la vente d'équipement militaire à l'Arabie saoudite dans la guerre menée par les Saoudiens contre les Houthis (Ansar Allah) au Yémen. Elle s'est posée aussi au sujet de l'appui à l'Ukraine.

Dans ces trois cas, il est difficile de prétendre que la politique extérieure canadienne est motivée par la défense de valeurs démocratiques. Va-t-on sérieusement prétendre que Benjamin Netanyahu, Mohammed Ben Salman et Volodymyr Zelenski sont des défenseurs de la démocratie? Voilà un bel ensemble de questions. On peut se demander pourquoi elles sont si peu souvent posées par les journalistes, les chroniqueurs et les éditorialistes des médias de masse québécois.

Des exemples

Y a-t-il un reporter, chroniqueur ou éditorialiste des médias de masse d'ici qui ait demandé au gouvernement Trudeau de **reconnaître l'État palestinien**? C'est une question que le NPD a courageusement posée. Après tout, le gouvernement canadien prétend depuis toujours qu'il est pour la solution à deux États. Comment se fait-il alors qu'on ne retrouve pas le nom du Canada dans la liste des 140 pays qui reconnaissent l'État palestinien? Il ne faut pas se contenter pour le faire advenir d'en faire le point d'aboutissement d'une négociation entre le peuple occupant et le peuple occupé. Il faut peut-être le reconnaître en amont de cette négociation pour que cette reconnaissance serve de levier dans la négociation. Serait-ce que le Canada adosse sa propre position sur celle des États-Unis? Voilà un autre ensemble de questions que l'on ne voit pas souvent posées dans les médias de masse.

Des exemples

Y a-t-il un reporter, chroniqueur ou éditorialiste des médias de masse qui ait demandé au gouvernement Trudeau de **condamner Israël pour le génocide que ce pays est en train de commettre à Gaza**? Serait-ce vraiment irresponsable pour un journaliste de dire ou d'écrire cela? N'est-ce pas plutôt irresponsable pour le gouvernement canadien de non seulement laisser faire le génocide, mais aussi d'y participer activement de façon complice? On pourrait en profiter pour demander quel a été l'empressement à voter unanimement à la Chambre des Communes en faveur d'une motion condamnant un prétendu génocide des Ouïghours en Chine, alors que la prudence la plus grande semble être de mise quand il s'agit du génocide des Gazaouis se déployant pourtant sous nos yeux sur les réseaux sociaux. Voilà un autre ensemble de questions.

Des exemples

Que dire des nombreux **crimes de guerre et des crimes contre l'humanité** commis par l'État d'Israël ? L'intervention militaire n'est-elle pas une **réponse disproportionnée**? Ne s'agit-il pas d'une **punition collective**? N'a-t-on pas affaire à un **nettoyage ethnique**? N'a-t-on pas visé sciemment des hôpitaux, des ambulances, des écoles, des universités et des mosquées? N'y a-t-il pas eu des meurtres visant ouvertement des personnes civiles? Le gouvernement canadien est intervenu devant le tribunal pénal international pour témoigner contre Vladimir Poutine face à la plainte déposée par l'Ukraine concernant « l'enlèvement » d'enfants ukrainiens. On se demande combien de temps il faudra attendre avant que le Canada intervienne en appui aux 300 juristes qui ont déposé une plainte contre Benjamin Netanyahu.

Des exemples

Mélanie Joly s'empresse de se rendre à Kiev pour dire ouvertement au gouvernement bandériste qu'elle va tout faire pour s'assurer que les enfants ukrainiens « kidnappés » par Moscou seront retournés à leurs parents. Le journaliste Patrice Roy fera par la suite un voyage semblable. On ne voit cependant pas Mélanie Joly gesticuler de la même façon contre Netanyahou, alors qu'au moins treize milles enfants ont été tués par des bombes larguées sur des populations civiles. Ne doit-on pas poser ces questions? Comment se fait-il que le gouvernement canadien ne condamne pas ces crimes de guerre et crimes contre l'humanité? Comment se fait-il que ces questions ne leur sont jamais posées? Ce n'est pas seulement une crise humanitaire, un act of God!

Des exemples

L'émission « Les grands reportages » a diffusé sur RDI **un documentaire spécial portant sur le Hamas et la « création d'un monstre »**. Il n'y a pas de documentaire portant le même titre portant sur le régime Netanyahu, alors que ce régime est en ce moment même en train d'affamer une population entière.

Le Hamas, comme organisation politique, a une branche armée. Ceux qui font partie de celle-ci sont des combattants luttant légalement contre l'occupation. Certains membres du Hamas (mais il peut s'agir aussi de simples citoyens qui ont profité de la brèche créée dans le check point) ont posé des gestes atroces, commis des crimes de guerre, le 7 octobre dernier. Il faut bien cependant reconnaître que ce n'est rien à côté des atrocités commises par le gouvernement Netanyahu. On parle de 800 civils, le 7 octobre. Or, l'armée israélienne a tué 6400 personnes civiles palestiniennes entre 2008 et le 7 octobre 2023.

Des exemples

La décision de la CIJ (Cour internationale de justice) affirmant qu'un génocide est plausiblement présentement en cours à Gaza, est absolument dévastatrice, mais elle a vite été remplacée le lendemain dans les bulletins de nouvelles des médias de masse par une interrogation sur la participation supposée de 12 membres l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine) au massacre du 7 octobre. C'est 12 membres sur les 13 000 travaillant à Gaza sans relâche pour sauver des vies. (Ils sont plus de 30 000 dans tout le Proche-Orient à s'occuper des réfugiés palestiniens.)

C'est ainsi que l'on aboutit à une complicité de facto avec l'horreur. Israël est accusé de génocide? Peu importe. Les pays occidentaux réagissent à cette accusation en **coupant les fonds de l'UNRWA**, le seul organisme capable de lutter contre la famine, la maladie et la mort! Et pourtant, couper les fonds à l'UNRWA revient à participer ouvertement soi-même au génocide.

Des exemples

Aaron Maté, journaliste canadien indépendant : « En suspendant l'aide à l'agence pour les réfugiés palestiniens UNRWA, le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré que les allégations israéliennes à son encontre étaient "très, très crédibles". Trois semaines plus tard, les services de renseignement américains concluent le contraire. Selon le Wall Street Journal, le Conseil national du renseignement déclare n'avoir qu'une "faible confiance" dans l'affirmation d'Israël selon laquelle une poignée d'employés de l'UNRWA ont pris part à l'attaque du 7 octobre. »

Il s'agissait donc vraisemblablement d'un autre mensonge (après les bébés décapités, les viols systématiques supposés et la bombe présumément lancée par le Hamas sur l'hôpital Al Aqsa). Le Canada qui combat officiellement la désinformation a cru à celle proférée par Israël. Y a-t-il des journalistes pour dénoncer tout cela?

Question

Personne ne prétend que les reporters, les chroniqueurs et les éditorialistes des médias de masse mentent.

Personne ne doit viser les journalistes qui ont pour vocation de travailler sur d'autres sujets d'importance capitale mais à caractère local, régional ou national: éducation, santé, environnement, économie, langue, immigration, etc.

Personne ne doit reprocher aux journalistes des médias de masse de ne pas critiquer les gouvernements sur ces différents sujets, car ce serait faux. Les journalistes les critiquent. On doit cependant se demander pourquoi il y a aussi peu de journalisme d'enquête en matière de géopolitique et de politique internationale.

Il n'y a pas de complot

- Les journalistes des médias de masse répondent aux attentes de la population. Ils accordent la priorité aux informations locales, régionales et nationales
- Les enjeux locaux, régionaux et nationaux sont aussi fondamentaux
- Mais de plus en plus, il existe aussi des enjeux fondamentaux qui relèvent de la sphère internationale (Ukraine, Palestine, Taiwan)
- La mondialisation de l'économie (dérèglementation financière, décloisonnement des institutions financières, délocalisations des entreprises, fusion des banques, concentration du capital, des moyens de production et des pouvoirs de décision dans les mains du 1%) s'accroît.
- Le réchauffement climatique et la pandémie font aussi en sorte de placer l'humanité entière «dans le même bateau ». Nous sommes plus que jamais tous interdépendants.
- Ces faits nouveaux accentuent le décalage entre l'information à laquelle on a accès via les médias de masse et ce qui se passe dans le monde.

Le vrai problème: l'information retenue est celle qui suscite des émotions

Le problème n'est pas qu'aucune information internationale nous parvienne. Nous y avons accès à chaque jour, même dans les médias de masse. **Mais puisque nous recevons cette information sous la forme d'évènements rapportés et non sous la forme d'un journalisme d'enquête géopolitique, notre rapport à l'information internationale en est un qui fait intervenir des émotions**

Nous réagissons émotivement aux évènements rapportés et **ce sont nos réactions émotives qui nous servent de guide moral**. Les sentiments sollicités sont ceux de l'indignation, de la compassion, de l'empathie

Ces réactions sont importantes, mais leur effet est de courte durée. Ils ne peuvent suffire pour prendre position de façon éclairée et durable. Ils peuvent même bloquer l'accès à une compréhension instruite. Ils peuvent faire l'objet d'une certaine manipulation.

Le seul remède possible est le savoir géopolitique

D'autres pressions exercées sur le journalisme de masse

- Les lobbies agissant au nom d'entreprises ou au nom d'autres États
- Les gouvernements ont parfois une influence politique déterminante sur les médias
- Les propriétaires des médias qui sont en collusion avec les chefs d'État

Exemple: le rôle des lobbies concernant Israël

Les lobbies pro-israéliens influencent les gouvernements:

Aux États-Unis : AIPAC (American Israel Public Affairs Committee)

Ils dépensent des centaines de millions de dollars en appui aux représentants et sénateurs appuyant Israël. Cette influence crée un effet refroidissant (*chilling effect*) sur le milieu journalistique.

De l'avis de John Mearsheimer, politologue à l'Université de Chicago, le lobby pro-israël explique pourquoi les États-Unis appuient inconditionnellement Israël. Voir *The Israel Lobby*, (co-écrit avec Stephen Walt, Farrar, 2007)

Au Canada: Honest Reporting Canada, Anti-defamation league of Canada, Centre for Israel and Jewish Affairs, B'nai Brith Canada. Un journaliste de la CBC a dû s'excuser d'avoir employé le mot 'Palestine' en onde!

Les organisations
Jewish Voice
Independent Jewish Voices

juives
for

progressistes:
Peace

Tous licenciés à cause de leurs critiques

Les journalistes de gauche ou de droite qui critiquent les politiques américaines en Ukraine ou au Moyen-Orient:

- Mark Lamont Hill a été licencié de CNN
- Mehdi Hasan a été licencié de MSNBC
- Tucker Carlson a été licencié de Fox TV
- Candace Owens a été licenciée du Daily Wire
- Les anciens journalistes du New York Times Chris Hedges et Seymour Hersh ont démissionné. Ils publient maintenant leurs contenus sur une plateforme indépendante (Substack).

Le rôle des gouvernements

- La pandémie: le gouvernement a demandé aux journaux et réseaux sociaux de traiter comme de la désinformation l'idée selon laquelle le coronavirus aurait été causé par une fuite dans les laboratoires de l'institut de virologie à Wuhan. Et pourtant, cette hypothèse est maintenant la plus plausible
- Le Russiagate: on a fait croire à une collusion entre Donald Trump et la Russie, au piratage des courriels du DNC (*Democratic National Committee*) par la Russie, à une intrusion des Russes dans le processus électoral américain (ce que les Américains font partout dans le monde et depuis des décennies) et d'une complicité de Julian Assange et de Wikileaks avec la Russie. Tout s'est avéré sans fondement suite à une enquête menée par le procureur Robert Muller.

Le rôle des gouvernement (suite)

- L'ordinateur portable de Hunter Biden: Le FBI (*Federal Bureau of Investigation*) a pris possession d'un ordinateur portable que Hunter Biden a malencontreusement oublié chez un réparateur. Il a pu vérifier l'authenticité des courriels retrouvés qui démontrent une complicité entre Hunter, son père et des sommes d'argent fournies à Hunter qui semblent être des moyens pour accéder au vice-président.
- Et malgré tout, le gouvernement via Anthony Blinken a manœuvré pour que 50 membres de la CIA fassent une déclaration un an plus tard (à quelques semaines des élections présidentielles de 2020) dans laquelle il est affirmé que cette histoire annoncée par le New York Post ne serait que de la désinformation russe. Et pourtant il n'a fallu que quelques semaines un an plus tôt pour que des journalistes (Glenn Greenwald en tête) puissent établir l'authenticité de ces courriels.

Le rôle des gouvernements (suite)

- Les Twitter Files: Grâce à l'accès que le journaliste indépendant Matt Taibbi a pu avoir aux échanges de courriels entre les différentes instances gouvernementales (CIA, FBI, Department of Homeland Security et le département d'État (*state department*)), il appert que des membres du gouvernement sont intervenus régulièrement auprès des dirigeants de Twitter pour leur demander de censurer tel ou tel contenu jugé comme de la désinformation russe.
- https://www.youtube.com/watch?v=cDVKR5uVPmM&ab_channel=BuckleyInstitute

Le rôle des gouvernement (suite)

- Le premier amendement interdit à l'État d'imposer des mesures de censure aux citoyens. Les «Twitter files» ont révélé que l'État intervenait auprès des médias sociaux et en particulier twitter pour leur demander de censurer des contenus. La censure est réalisée par des sous-traitants!
- Le gouvernement a fait disparaître des ondes la RT et Sputnik, deux médias russes. On n'a plus accès aux anciennes émissions produites par Chris Hedges, mais aussi par Abby Martin, Lee Camp, Jacques Sapir et Frédéric Taddéï (*Interdit d'interdire* et *Ce soir ou jamais*)
- Le gouvernement veut maintenant bannir Tik tok non pas à cause du fait que c'est un organe de propriété chinoise, mais parce que les opinions qui s'y expriment sont très majoritairement favorables à la Palestine

Le rôle des gouvernement (suite)

- L'emprisonnement de Julian Assange qui a mis en évidence en 2010 les crimes de guerre américains: en Irak et en Afghanistan, mais aussi l'espionnage des chefs d'État alliés, les courriels du DNC en 2016 dans lesquels on apprend que le DNC a révélé les questions qui allaient être posées à Hilary Clinton, à l'occasion d'un débat lors des Primaires démocrates l'opposant à Bernie Saunders).
- Assange est australien mais arrêté en vertu d'une ancienne loi américaine datant de 1917 (the espionage act) alors que son «espionnage» n'est qu'une activité journalistique standard. Il est en prison depuis 4 ans en Grande Bretagne (Bellmarsh, prison à sécurité maximum) après avoir dû passer 7 ans à l'ambassade d'Équateur à Londres.
- L'effet refroidissant du cas Assange sur le journalisme occidental: ne pas attaquer les États-Unis
- L'emprisonnement ou l'exil des sonneurs d'alerte (Chelsea Manning, en prison; Edward Snowden exilé en Russie)
- <https://twitter.com/richimedhurst/status/1761970406460633297?s=20>

Le rôle joué par les grands propriétaires des médias

- Qui possède les médias de masse ?
- On se plaint de la désinformation russe, de la propagande que l'État russe déverserait sur la chaîne RT ou Sputnik.
- On se plaint de l'exclusion des médias sociaux occidentaux en Chine
- Les gouvernements russes et chinois contrôlent l'information
- Si en Russie et en Chine, l'information est pour l'essentiel contrôlée par l'État, en Occident, elle est sous le contrôle des oligarques.

Les Oligarques occidentaux

- Le journal de Montréal et le Journal de Québec sont la propriété de Pierre-Karl Péladeau
- La Presse était la propriété de la Famille Desmarais (Power corporation). Ils sont maintenant donateurs. Le $\frac{1}{4}$ des revenus de La Presse provient de programmes fédéraux et de donateurs. Le $\frac{3}{4}$ provient de revenus publicitaires
- La Thomson Corporation était un groupe canadien multimédia devenu en 2008 Thomson Reuters. En 1994, sous la direction de Kenneth Thomson, The Thomson Corporation contrôlait : 131 journaux aux États-Unis ; 60 en Grande-Bretagne ; 54 au Canada. Elle contrôle maintenant l'agence de presse Reuters.
- L'État français finance l'AFP à la hauteur de 110 millions d'Euros. Fabrice Fries est un haut fonctionnaire et dirigeant d'entreprise français, né le 11 mars 1960 à Lyon. Il a occupé différents postes de direction au sein des groupes Vivendi, Havas et Publicis avant de devenir, en avril 2018, le président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Les Oligarques occidentaux (suite)

- Bloomberg News est la propriété de Michael Bloomberg dont la fortune personnelle est estimée à 106 milliards.
- Le New York Times est de génération en génération possédé par la famille Ochs-Sulzberger. En ce moment, c'est Arthur Gregg (A.G.) Sulzberger . En 2024, la famille Ochs-Sulzberger a des avoirs de 5.5 milliards de dollars.
- Propriété du Washington Post : Jeff Bezos multimilliardaire. 200 milliards de dollars
- Propriété de CNN : fondé par le milliardaire Ted Turner, le réseau est maintenant la propriété de Warner Brothers propriété de la famille Warner
- Et MSNBC? C'est Comcast. Le principal actionnaire de Comcast est Brian Roberts dont la fortune est estimée à 1.1 milliard.
- The Atlantic l'éditeur en chef est Jeffrey Goldberg. Les proprios Emerson Collective Laurene Powell Jobs, la veuve de Steve Jobs.
- Fox News, New York Post et The Times, possédés par Rupert Murdoch 22 milliards
- Groupe Canal+ incluant Cnews : Vincent Bolloré 10 milliards de dollars

Les oligarques possèdent aussi les réseaux sociaux

- Facebook propriété de Mark Zuckerberg dont la fortune est estimée à 106 milliards de dollars
- X (twitter) est la propriété d'Elon Musk dont la fortune est estimée à 193 milliards de dollars.
- Microsoft : Bill Gates 131 milliards
- Google: Sergey Brin (118 milliards) et Larry Page (123 milliards). Ensemble, ils détiennent environ 14 % des actions cotées en bourse et contrôlent 56 % des droits de vote des actionnaires par le biais d'actions à super-vote.
- Chapgpt: Sam Altman, 2 milliards

Les oligarques possèdent aussi les réseaux sociaux (suite)

- Amazon: Jeff Bezos est l'actionnaire individuel principal (200 milliards)
L'autre actionnaire c'est le conglomérat Vanguard group
- Apple : Vanguard Group Inc., Berkshire Hathaway Inc., Blackrock Inc., initialement Steve Jobs (6 milliards) et Steve Wozniak (10 millions)
- Spotify : Daniel Ek (4.2 milliards) et Martin Lorentzon (5.9 milliards)
- Daily Wire : Ben Shapiro (50 millions) et Jeremy Boreign
- Wikipedia: Jimmy Wales , Larry Sanger (seulement 1 million chacun)
(L'information géopolitique qu'on y trouve est biaisée en faveur des États-Unis. Larry Sanger l'a admis dans une émission animée par Glenn Greenwald sur System Update)
- Tik tok est de propriété chinoise

Les États-Unis: une oligarchie et non une démocratie?

- En vertu d'une décision de la cour suprême, le financement des partis politiques est sans limite (l'Arrêt Citizens United vs Fedral Election Commission)
- Cela confère une influence immense des oligarques sur les décisions politiques
- Ils contrôlent non seulement l'information, mais aussi les élections.
- Les sénateurs et les représentants au Congrès défendent souvent des positions qui correspondent aux bailleurs de fonds de leurs campagnes électorales
- Cela accroît la proximité entre les médias de masse et le gouvernement

Une collusion accrue

- Les médias de masse ont un accès direct au gouvernement
- Les «*US officials*» leur fournissent l'information
- Cette information est souvent celle que le gouvernement veut bien faire circuler: les infos au sujet de l'intrusion russe dans les élections américaines (Russiagate) , le lap top de Hunter Biden vu comme de la désinformation russe selon 50 membres de la CIA; l'origine du coronavirus comme ne provenant pas d'un « *lab leak* » issu de l'institut de virologie situé à Wuhan (jugé comme « une théorie du complot »).
- Les médias de masse sont de moins en moins critiques à l'égard du pouvoir en place

Pour sortir de la caverne

Se rendre sur des plateformes électroniques journalistiques qui rassemblent des articles ou des clips provenant de différentes sources :

- Consortium News, Moon of Alabama, The Intercept, Mondoweiss, The Cradle, The Maple, The Breach, Jacobin, Declassified, Real News Network, Truth dig, Infolibertaire.net, +972 magazine, Réseauinternational.net, Ricochet media et Pressenza (où je co-écris mes textes avec mon collègue Samir Saul, prof d'histoire à l'UdeM).

Pour sortir de la caverne

Pour suivre le conflit israélo-palestinien, il faut surveiller les interventions de

- Abby Martin, Norman Finkelstein, Noura Erakat, Ofer Cassif, Rashid Khalidi, Zach Foster, Yanis Varoufakis, Judith Butler, Josh Paul, Craig Mokhiber, Diana Buttu, Jonathan Cook, Max Blumenthal, Aaron Maté, Gabor Baté, Jeremy Scahill, Mads Gilbert, Ilan Pappé, Shlomo Sand, Rashida Tlaib, Miko Peled, Gideon Levy et Raz Segal, ainsi que celles d'Edwy Plenel sur Mediapart et les infos provenant de The Electronic Intifada, de Novara Media et de Democracy Now qui sont particulièrement utiles.

Pour sortir de la caverne

Être à l'affût des interventions (blogues, entrevues, newsletters) d'intellectuels comme :

- Caitlin Johnstone, Carl Zha, Owen Jones, Danny Haiphong, Lee Fang, Joe Lauria, Lee Camp, Emmanuel Todd, Chris Hedges, Caroline Galactéros, Jonathan Cook, Noam Chomsky, John Mearsheimer, Scott Ritter, Seymour Hersh, Ray McGovern, Naomi Klein, Jeremy Scahill, Zach Foster, Jeffrey Sachs, George Galloway, Clare Daly, Mick Wallace, Tarik Cyril Amar, Katya Kapylova, Craig Murray, Jacques Baud, Benjamin Abelow, Medea Benjamin, Vijay Prashad, Oliver Stone. Sarah Wagenknecht, Xavier Moreau, Andrew Bachevic, Douglas Macgregor...

Pour sortir de la caverne

Prendre connaissance du savoir géopolitique venant d'ici

- John Philpot, Martin Forgues, Michael Carley, Samir Saul, Yakov Rabkin, Claude Morin, Dimitri Lascaris, Yves Couture, Mouloud Idir, Michel Roche, Yves Engler, Arnold August, Pierre Dubuc, Raymond Legault (le Collectif Échc à la guerre), Pierre Jasmin (les Artistes pour la paix), Diane Lamoureux et l'émission Le Pied à Papineau, animée par Robin Philpot

Et venant de France ou de Belgique:

- Investig'action (Michel Collon), Le Grand Soir (Viktor Dedaj), Quartier général (Aude Lancelin), Elucid (Olivier Berruyer), Le Media, Mediapart (Edwy Plenel), Comprendre le monde (Pascal Boniface), Le Monde en cartes, Les Conflits en cartes

Pour sortir de la caverne

Prendre connaissance des émissions régulières suivantes:

- The Electronic Intifada (Ali Abunimah & Nora Barrows-Friedman); The Grayzone (Max Blumenthal & Aaron Maté); The Duran (Alex Christoforou and Alexander Mercouris); Democracy Now (Amy Goodman); System Update (Glenn Greenwald); Bad Faith (Brianna Joy Gray); The Katie Halper Show (Katie Halper); The Majority Report (Emma Vigeland & Sam Seder); The Empire Files (Abby Martin); The New Atlas (Brian Berletic); Novara Media (Michael Walker & Ash Sarkar); Jadaliyya (Mouin Rabbani); Useful Idiots (Aaron Maté & Katie Halper); Dispatches (Rania Khalek); Breaking Points (Krystal Ball & Saagar Enjeti); The Real Politick (Mark Sleboda); Racket (Matt Taibbi); Morning News (Garland Nixon); The Listening Post (Richard Gizbert); AcTVism (Zain Raza); Middle East Eye (David Hearst); Redacted (Clayton Morris & Natali Morris); Public News (Michael Shellenberger); theAnalysis.news (Paul Jay); RM (Richard Medhurst); Double down News (Peter Osborne); Crosstalk (Peter Lavelle); David Miller (Palestine Declassified) et Al Jazeera.